



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 33 – Du 2 septembre au 8 septembre 2022

En bref

Afghanistan : Le gouvernement Taliban annonce le redémarrage des travaux du projet TAPI. Intérêt croissant de la Chine et de l'Inde envers le charbon afghan. L'USAID soutient l'agence locale de la FAO dans l'aide au secteur agricole.

Bangladesh : Creusement du déficit commercial lors du premier mois de l'année budgétaire 2022/23. Stabilisation du taux de change après un resserrement de la politique monétaire. Les négociations de l'accord de libre-échange (CEPA) entre l'Inde et le Bangladesh sont engagées.

Bhoutan : Pénurie des produits de base dont la farine. Des politiques d'austérité budgétaire annoncées. L'inflation estimée à 6,61% en juillet dernier.

Inde : Indicateurs macro-économiques : Dans le sillage de la publication du PIB au T1 2022/2023, nombre d'organismes ont révisé en baisse leurs prévisions de croissance pour l'exercice. La croissance du PIB devrait revenir de 7% en 2022/2023 à 5,2% en 2023/2024 selon Nomura. **Finances publiques :** Le recours des Etats fédérés aux emprunts à taux zéro dans le cadre du plan de relance par les infrastructures aurait donné lieu à l'approbation de décaissements à hauteur d'un tiers de l'enveloppe. **Contrainte extérieure :** Inquiétudes quant à l'évolution du déficit courant. **Information sectorielle :** Peter Elbers prend officiellement ses fonctions à la tête d'Indigo. Rakesh Gandwal pourrait vendre jusqu'à 2,8 % des parts d'Indigo pour 250 M USD. GMR vend 40% de ses parts dans l'aéroport international de Cebu pour 167 M USD. La compagnie Alliance Air est prête à renégocier les salaires des pilotes suite aux grèves. 3000 postes de CISF (Central Industrial Security Force) sont supprimés dans les aéroports. SpiceJet gagne trois mois avant de procéder à son bilan général annuel de l'exercice 2022. TATA Group chercherait à injecter 4 Mds USD au sein d'Air India. Un million d'emplois sont nécessaires pour gérer la qualité de l'air en Inde, selon le rapport d'iFOREST. Afin de faciliter le développement de l'infrastructure logistique indienne (programme Gati Shakti), les terrains de chemins de fer peuvent désormais être loués jusqu'à 35 ans, les droits de licence associés ont été réduits. L'expansion du réseau autoroutier indien se poursuit à un rythme record et permettra à terme d'abaisser significativement les coûts logistiques.

Népal : Prise de bénéfices sur la bourse du Népal. L'enclenchement du projet de centrale hydroélectrique à Budhi Gandaki se confirme. Le Népal souhaite déclarer l'urgence climatique.

Pakistan : (i) le PNUD, la Banque mondiale, l'UE et la BASD ont été chargés d'une mission d'évaluation de l'impact économique et de l'évaluation du coût des dommages. (ii) La ministre en charge du changement climatique a annoncé les priorités de la reconstruction. (iii) Le niveau de pauvreté amené à progresser suite aux inondations. (iv) L'aide portée aux victimes des inondations pourrait avoir des effets indésirables en matière de sécurité financière. (v) Le gouvernement du Sind demande à la Banque



mondiale de réaffecter 92 M USD (correspondant à des projets en cours) vers de l'aide d'urgence. (vi) Des baisses de traitements des fonctionnaires sont mises en place pour faire face aux dépenses supplémentaires prévues dans la Loi de Finances. Demandes du patronat pakistanais concernant (i) une nécessaire restructuration de la dette en Club de Paris ; (ii) une suspension des factures d'électricité et (iii) la réouverture des échanges commerciaux avec l'Inde pour faire face à la pénurie de coton. Nouvelle dégradation du taux de change PKR/USD et *spread* de 11 PKR entre le marché interbancaire et le marché libre.

Sri Lanka : Déficit commercial limité en juillet, à 123 M USD. Pas de hausse des transferts de devises en juillet, stables par rapport à juin. Le chiffre de 500 000 touristes atteint, pas de reprise sensible pendant l'été. Prêt de 200 M USD de la Banque asiatique de développement pour la sécurité alimentaire et le soutien aux moyens de subsistance.



Afghanistan

Le gouvernement Taliban annonce le redémarrage des travaux du projet TAPI

Le vice-Premier ministre des Talibans, Abdul Ghani Baradar, a dernièrement annoncé la poursuite du projet TAPI, projet majeur de gazoduc de gaz naturel développé par la TAPI Pipeline Company Limited et la Banque Asiatique de Développement (BAsD), avec des réserves cependant sur la date exacte de reprise. Pour rappel, le projet traverse quatre pays, à savoir le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, dans la province du nord-ouest Herat. Les travaux avaient commencé en 2018, mais ont par la suite pris d'importants retards suite à l'instabilité persistante en Afghanistan. La partie afghane, à elle seule, représente 816 kms et traverse de nombreuses provinces Farah, Nimroz, Helmand, Kandahar. Le gazoduc devrait permettre à l'Afghanistan d'obtenir plus de 400 M USD par an en droit de passage accompagné d'une importante desserte en gaz à hauteur de 500 et 1 M de mètres cubes au cours des décennies à venir. Les rumeurs sur la participation de Gazprom, l'entreprise disposant d'un monopole du gaz naturel en Russie, sont ravivées compte tenu du rapprochement et des derniers échanges entre la Fédération de Russie et le gouvernement des Talibans.

La reprise des projets de construction est sur le point de reprendre en parallèle des barrages de Pashdan et Shindand, laissé pour compte depuis la chute du gouvernement précédent. Le barrage hydroélectrique de Pashdan est considéré comme l'une des plus grandes initiatives d'infrastructure du pays et est achevé à 85%. Aussi, il est envisagé un projet de ville industrielle associée au projet TAPI dans la région d'Herat.

Intérêt croissant de la Chine et de l'Inde envers le charbon afghan

Les exportations de charbon afghan connaissent une hausse significative depuis le début de l'invasion en Ukraine. En effet, la hausse des prix des carburants sur le marché international oblige les pays voisins, majoritairement le Pakistan, à

importer massivement du charbon afghan, devenant le premier client du pays sur ce poste. Les extractions de charbon sont estimées à hauteur de 10.000 T par jour, dont la moitié revient au Pakistan.

L'Inde et la Chine sont actuellement en négociation avec l'Afghanistan pour l'importation du charbon, ce qui permettrait à l'Afghanistan de diversifier ses contrats de distribution. Les Talibans, qui souhaitent miser sur leurs exportations de ressources naturelles, en l'occurrence le charbon dont le pays abonde dans les provinces du nord, perçoivent ces nouveaux débouchés comme une opportunité de renforcement de leur position extérieure. Certaines conditions devront, malgré tout, être levées, notamment la sûreté des voies d'exportation. La région de Badakhchan, étant la seule province ayant une frontière avec la Chine, est une possibilité, mais la mauvaise qualité des routes constitue un obstacle remettant en cause la sûreté de cette voie. Une alternative étudiée, plus coûteuse, serait le port de Cha Bahar en Iran.

Le charbon étant essentiellement exporté vers le Pakistan, son prix sur le marché intérieur a littéralement monté en flèche et pèse d'autant plus lourd dans la facture énergétique des ménages qu'ils ne disposent guère d'autre alternative pour se chauffer et sont déjà gravement touchés par une crise alimentaire sans précédent. En effet, une tonne de charbon vaut désormais 15,000 AFN, soit un quasi-doublement lors des derniers mois. L'inquiétude émerge auprès des Afghans face à la menace d'une pénurie de charbon pour l'hiver et d'un manque d'approvisionnement en raison d'un maintien de prix élevés du charbon.

Khan Jan Alokozai, membre de la chambre de commerce et d'investissement, affirme que la production et l'exportation de charbon représente 10 à 15 % des emplois nationaux actuellement et que leur renforcement permettrait une nette amélioration du marché du travail au sein du pays.

L'USAID soutient l'agence locale de la FAO dans l'aide au secteur agricole

En août dernier, l'agence pour le développement international, l'USAID, a annoncé une aide de l'ordre de 80 M USD à l'agence locale de la FAO afin de lutter contre l'intense crise alimentaire à laquelle fait face le pays depuis la prise de pouvoir des Talibans, il y a un an. Cette aide à destination des agriculteurs afghans, vise à augmenter leur production d'aliments nutritifs grâce à des semences de meilleure qualité et permettre l'adoption de meilleures pratiques agricoles, notamment grâce à l'introduction d'intrants agricoles plus durables. Le programme ambitionne de renforcer la résilience des agriculteurs face au changement climatique, dans la mesure où ils sont les premières victimes des aléas climatiques.

L'Afghanistan a été particulièrement touché par des catastrophes naturelles telles que d'importantes inondations en août dernier, qui ont été précédées par une période de sécheresse sans précédent, indépendamment des deux tremblements de terre dont le dernier a été enregistré, ce lundi 05 septembre, près de Jalalabad dans la région de Kunhar faisant une dizaine de victimes.

Bangladesh

Creusement du déficit commercial lors du premier mois de l'année budgétaire 2022/23

Le déficit commercial du mois de juillet, premier mois de l'exercice budgétaire 2022/23 du Bangladesh, a atteint un niveau historique à près de 2 Mds USD, soit une hausse de 46,4% en glissement annuel, et ce, malgré une volonté affichée de réduire les importations du pays par la Banque centrale du Bangladesh (BB). Le déficit courant s'élève lui à 321 M USD et connaît une hausse de 9,5% en glissement annuel. La hausse du coût des importations conjuguée à l'appréciation du dollar contre le Taka joue grandement dans les résultats de la balance des paiements courants de ce premier mois du trimestre 2022/23.

De fait, la Banque centrale du Bangladesh a resserré les politiques d'importation en juillet

afin de décourager les importations de biens et services jugés non-essentiels. La BB a demandé aux banques d'imposer une marge de 100 % sur l'ouverture de lettres de crédit pour les articles non-essentiels, ce qui signifie que les importateurs doivent effectuer un paiement intégral des importations, à l'avance. Cette mesure a déjà eu un impact positif sur les paiements à l'importation. Par ses actions, la banque vise donc à minimiser les déficits commercial et courant du pays ainsi qu'à stabiliser le marché des changes.

Malgré ces politiques, les importations s'élèvent à 5,86 Mds USD, soit une hausse de 23,2 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Il convient aussi de rappeler que le déficit commercial sur l'ensemble de l'exercice précédent 2021/22 a atteint un niveau jamais observé dans le pays avec un montant à hauteur de 33,25 Mds USD et un déficit courant s'élevant à 18,5 Mds USD.

Stabilisation du taux de change après un resserrement de la politique monétaire

La Banque centrale du Bangladesh est en partie parvenue à stabiliser son marché des changes après une baisse cumulative du Taka face au dollar ces quatre derniers mois. Le nouveau gouverneur de la BB, Abdur Rouf Talukder, en poste depuis le 12 juillet dernier, a pris des mesures drastiques de surveillance et de suivi accrus de l'activité des banques et des institutions financières bangladaises. Ces directives font suite à de nombreuses infractions, notamment en matière de commerce extérieur. 27 banques sont sujettes à un examen particulier à la suite d'ouverture de lettres de crédit (LC), de transactions effectuées en dollars et de titres de dépenses inhabituels en devises avec des montants allant au-delà des seuils autorisés. Additionnellement, le 31 août dernier, la Banque centrale a annoncé l'ordonnance pour les ménages de la détention maximale de 10 000 USD en liquide pour une durée limitée d'un mois seulement, avec la menace de poursuites judiciaires si non respectée.

Les négociations de l'accord de libre-échange (CEPA) entre l'Inde et le Bangladesh sont engagées

La Première ministre Bangladaise, Mme Sheikh Hasina, et son homologue indien, le Premier ministre Narendra Modi, sont officiellement engagés dans des négociations formelles en vue de la signature de l'accord de libre-échange CEPA (Comprehensive Economic Partnership Agreement) lors de la visite de la PM bangladaise en Inde du 5 au 8 septembre. Les échanges entre les deux pays s'accroissent depuis dix ans, l'Inde est le deuxième fournisseur du pays après la Chine avec 12% des importations et son deuxième client. La proximité géographique, l'entente des deux pays et les accords bilatéraux déjà en place facilitent l'importante connectivité déjà observée et qui tend à s'accroître avec la potentielle signature de l'accord. À travers celui-ci, les deux dirigeants soulignent le besoin de suppression des barrières non-tarifaires et d'améliorer les infrastructures douanières, terrestres comme maritimes. L'accord semble être bénéfique aux deux parties, notamment le Bangladesh. Le pays peut, en effet, espérer voir ses volumes d'exportation tripler vers l'Inde, ce qui contribuera à la réduction de son déficit commercial bilatéral important, et ce, malgré une perte conséquente des revenus tarifaires supprimés par l'accord. Les exportations indiennes vers le Bangladesh sont censées augmenter également de 188%, et l'Inde obtiendra un gain important en raison de la suppression des tarifications élevées.

Bhoutan

Pénurie des produits de base dont la farine

Le 27 août dernier, l'Inde a émis l'interdiction de l'exportation de la farine de blé « Maida » et farine complète « Aata » dans l'optique de freiner la hausse des prix des produits de base. Les récentes perturbations des chaînes d'approvisionnement, liées au conflit Russie-Ukraine, a entraîné une intense augmentation de la demande de blé indien qui en conséquence a eu pour effet d'entraîner une envolée des prix du

blé sur le marché intérieur. Cette interdiction intervient donc dans une perspective de protection des intérêts indiens, ce qui n'est pas sans inquiéter les Bhoutanais, lesquels dépendent des importations pour leur consommation journalière. Selon le bureau du commerce et des statistiques bhoutanais, le pays a importé en volume 8,9 millions de kg de farine de blé en 2021. Le gouvernement bhoutanais a donc appelé le gouvernement indien à la solidarité régionale en demandant un régime dérogatoire à l'interdiction d'exportation de blé.

Des politiques d'austérité budgétaires annoncées

Le Premier ministre et ministre des Finances a récemment annoncé neuf mesures de rationalisation afin de limiter les dépenses des finances publiques. Parmi celles-ci, figure la restriction des voyages à l'étranger (séminaires, ateliers, conférences) à l'exception des réunions bilatérales/multilatérales, l'organisation des séminaires et événements internes au pays ainsi que toutes les dépenses publiques « pratiques » comme les transports des officiels, ou encore leur matériel informatique. Le pourcentage de la dette publique bhoutanaise s'élève à 133,6 %, s'inscrivant à 3 Mds USD sur l'ensemble de l'exercice budgétaire 2022, dette principalement creusée par les projets hydrauliques représentant 84,6 % du PIB à eux seuls. La dette du pays est détenue à 91 % par l'extérieur, notamment les banques multilatérales de développement. En effet, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale sont respectivement créancières du Bhoutan à hauteur de 15% et 14% sur le mois de juin 2022.

L'inflation estimée à 6,61% en juillet dernier

La progression de l'inflation se poursuit et l'indice des prix à la consommation (CPI) est estimé à 6,61% en glissement annuel selon le Bureau National des Statistiques (NSB) pour le mois de juillet. Pour rappel, la Banque centrale du Bhoutan, la Royal Monetary of Bhutan, s'est imposé une cible d'inflation de 6%. L'inflation des biens non-alimentaires progresse plus rapidement (+58 %), notamment les transports

(+12,8 %), en raison de l'effet-prix des hydrocarbures sur le marché mondial.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Dans le sillage de la publication du PIB au T1 2022/2023, nombre d'organismes ont révisé en baisse leurs prévisions de croissance pour l'exercice

La principale banque commerciale du pays, State Bank of India, a ainsi révisé de 7,5 % à 6,8 % sa prévision pour l'exercice 2022/2023, tout en soulignant que la dynamique de croissance devrait se raffermir au second semestre. Citigroup a ramené de 8 % à 6,7 % ses prévisions de croissance, tout comme Moody's qui les a réduites de 8,8 % à 7,7 % ; Goldman Sachs a intégré l'incidence statistique d'une croissance plus faible que prévu au T1 2022/2023 en révisant ses prévisions de 7,2 % à 7 %. Le gestionnaire d'actifs Edelweiss Securities s'est montré encore plus pessimiste, en portant ses prévisions de croissance pour l'exercice, de 7 % à 6,4 %. La Bank of Baroda, une grande banque publique, abonde dans le sens de l'analyse faite par Edelweiss, en soulignant le fait que les perspectives de croissance indiennes sont entachées par les médiocres perspectives de l'économie mondiale, le risque d'un resserrement de la politique monétaire de la Federal Reserve plus prononcé que prévu, ce qui risque d'accentuer les pressions à la baisse sur la roupie, et une récolte kharif susceptible d'être inférieure de 14 % à celle de l'exercice précédent. Malgré ce diagnostic, les économistes de la banque considèrent que la cible de déficit fédéral, soit 6,4 % sera respectée, compte tenu de recettes tirant parti de la reprise et de la dérive des prix.

La croissance du PIB devrait revenir de 7 % en 2022/2023 à 5,2 % en 2023/2024 selon Nomura

Malgré la reprise de la consommation enregistrée au T1, qui concerne toutefois davantage le

secteur formel que le secteur informel et les villes que les campagnes, la dynamique de croissance s'est révélée décevante dans les secteurs les plus touchés par la pandémie, signalant ainsi les effets durables de celle-ci sur la croissance et probablement une rupture de tendance.

Le redressement apparaît plus faible que prévu dans les services à la personne, la construction et l'industrie manufacturière. Ces trois secteurs, outre l'agriculture, sont ceux employant le plus de travailleurs informels. L'économiste de Nomura, Mme Sonal Varma, met en exergue le fait que malgré un processus de normalisation de l'activité, nombre d'entreprises ont été victimes de défaillances et ne contribuent plus à la formation de la valeur ajoutée, au profit des grandes entreprises, qui ont été en mesure d'accroître leurs parts de marché et leur rentabilité.

La croissance du PIB devrait donc fléchir de 7 % à 5,2 % en 2023/2024, notamment sous l'effet de l'atonie de la demande mondiale et de la dissipation des effets positifs d'une demande comprimée.

Finances publiques

Le recours des Etats fédérés aux emprunts à taux zéro dans le cadre du plan de relance par les infrastructures aurait donné lieu à approbation de décaissements à hauteur d'un tiers de l'enveloppe

Pour rappel, le programme budgétaire de relance par les infrastructures, portant sur une enveloppe de 7500 Mds INR, soit 3 % du PIB, s'appuie notamment sur la mobilisation des Etats fédérés et la possibilité pour ces derniers de lever des financements sur 50 ans, à taux nul et dans la limite d'une enveloppe fixée à 1000 Mds INR (12,5 Mds USD). L'objectif du ministre des Finances de l'Union est d'inciter les Etats fédérés à contribuer à la mise en œuvre du plan de relance. Pour autant, ils sont dans l'ensemble dans une situation financière délicate, aggravée par la forclusion fin juin dernier du système de compensation mis en place en 2017 pour défrayer ceux-ci du manque à gagner résultant de l'instauration de la GST. L'enveloppe de 1000

Mds INR à taux nul sur cinquante ans vise ainsi à prévenir une diminution de la part de leur budget affectée au financement des investissements.

Selon les informations données par le secrétaire aux Finances M. Sonathan, un tiers de l'enveloppe de ces prêts, soit 340 Mds INR (4,2 Mds USD) aurait fait l'objet d'une approbation de décaissement. Les Etats bénéficiaires sont les suivants, Uttar Pradesh, Karnataka, Maharashtra, Bihar, Chhattisgarh, Manipur, Goa, Nagaland, Sikkim et Himachal Pradesh. Pour autant, en juin 2022, les dépenses d'investissement de vingt Etats fédérés étaient en recul de 9% par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Contrainte extérieure

Inquiétudes quant à l'évolution du déficit courant

Dans le sillage du déficit commercial exceptionnellement élevé de juillet, de 30 Mds USD, celui enregistré en août s'est élevé à 28,7 Mds USD, contre 11,7 Mds en août 2021. Les exportations en particulier ont continué de fléchir, revenant de 40,1 et 36,3 Mds USD respectivement en juin et juillet, à 33 Mds en août, alors que les importations s'élèvent à 61,7 Mds USD contre 66,3 Mds le mois précédent, probablement stimulées par le décalage de demande entre l'Inde et le reste du monde, ainsi que par les effets-prix consécutifs à la hausse des cours des matières premières. La réduction des exportations serait imputable à un recul des exportations de pétrole raffiné, en raison de restrictions à l'export mais également de la forte hausse des taxes imposées par le gouvernement en juillet sur les profits des compagnies pétrolières/raffineries au titre de leurs réexportations de pétrole.

L'excédent des services demeure stable, à quelque 9,3 Mds USD en juillet, contre 9,5 Mds USD en juin. Pour la banque Barclays, sur l'exercice en cours, le déficit courant devrait s'élever à 115 Mds USD, ce qui représente 3,3% du PIB, la banque britannique mettant toutefois en garde contre le risque d'une dérive résultant du creusement du déficit au titre des échanges de

biens. Il convient de noter que sa concurrente Standard Chartered a révisé mercredi ses prévisions de déficit courant, les portant de 3% du PIB à 3,9% du PIB, compte tenu d'un essoufflement de la dynamique des exports et des effets-prix pesant sur les importations de matières premières. Si ces prévisions venaient à être matérialisées, il en résulterait la poursuite de tensions sur les réserves de change, qui ont continué de reculer de 3 Mds USD lors de la semaine s'achevant le 26 août à quelque 561 Mds USD.

Informations sectorielles

Secteur aéronautique

Peter Elbers prend officiellement ses fonctions à la tête d'Indigo

Peter Elbers a pris ses fonctions de PDG d'Indigo le 6 septembre 2022. Il avait précédemment travaillé, une trentaine d'années, chez KLM Royal Dutch Airlines et en était à la tête depuis 2014. Il remplace donc l'actuel PDG d'Indigo, Ronojoy Dutta.

Outre le défi de maintenir la compagnie à flot dans un marché concurrentiel plombé par des coûts de carburant élevés, le nouveau PDG a souligné la volonté de la compagnie de s'étendre à l'international.

Rakesh Gangwal pourrait vendre jusqu'à 2,8 % des parts d'Indigo pour 250 M USD

Il semblerait que le cofondateur d'Indigo, Rakesh Gangwal, soit prêt à vendre une partie des parts d'InterGlobe, la société-mère d'Indigo, à hauteur de 2,8 % des parts totales et équivalent à une somme de 250 M USD.

Suite à des désaccords avec son cofondateur Rahul Bhatia, Rakesh Gangwal avait quitté le conseil d'administration d'InterGlobe Aviation en février. Il avait ensuite annoncé vendre progressivement ses parts dans la compagnie. Aujourd'hui, Rakesh Gangwal détient 36,6 % des parts de la compagnie, et Rahul Bhatia en détient 38,17 %.

GMR vend 40% de ses parts dans l'aéroport international de Cebu pour 167 M USD

GMR Group a annoncé céder l'intégralité de sa part de 40% dans les infrastructures aéroportuaires de Cebu aux Philippines. GMR Group a trouvé un accord de vente avec Aboitiz InfraCapital pour un montant de 167 M USD. Les 60% restants sont détenus par MegaWide Construction.

Ce désinvestissement correspond à la stratégie générale de la compagnie de procéder à des cessions de ses participations pour en réinvestir le produit dans des projets à plus forte croissance. GMR Airports garde toutefois la concession de l'aéroport, et continuera de l'opérer jusqu'en décembre 2026.

La compagnie Alliance Air est prête à renégocier les salaires des pilotes suite aux grèves

La dernière compagnie aérienne de l'Etat indien, Alliance Air, a annoncé à ses pilotes en grève que le conseil d'administration allait discuter à la fin du mois de la remise au niveaux pré-covids de leurs salaires. Cette concession répond à une grève de leurs pilotes, ayant entraîné l'annulation de nombreux vols vendredi 2 septembre dernier.

3000 postes de CISF (Central Industrial Security Force) sont supprimés dans les aéroports

Le gouvernement a retiré 3049 des 33 000 emplois de CISF dans les aéroports. Les CISF seront remplacés par 1924 personnels de sécurité appartenant à des sociétés privées. Des nouveaux scanners ainsi que des caméras seront installées pour pallier la perte d'effectif. Des nouveaux moyens de surveillance intelligents, comme la reconnaissance faciale avec la technologie Digi Yatra, seront également introduits dans les aéroports. Les CISF seront cependant toujours présents à l'entrée de l'aéroport et pour la fouille au corps.

SpiceJet gagne trois mois avant de procéder à son bilan général annuel de l'exercice 2022

Le Registrar of Companies a accordé une extension de trois mois à la compagnie avant la conduite de son bilan général de l'exercice 2022. La compagnie a enregistré une perte nette de 57

M USD pendant le premier trimestre 2022, et totalise 216 M USD de perte nette sur l'exercice 2022.

TATA Group chercherait à injecter 4 Mds USD au sein d'Air India

Selon des sources non-officielles, Air India pourrait bénéficier d'une injection de 4 Mds USD dans son capital. L'argent servirait à financer la dette de la compagnie que TATA avait récupérée lors de l'achat, et peut-être au financement d'une commande historique d'A350.

Transport et Infrastructures

Afin de faciliter le développement de l'infrastructure logistique indienne (programme Gati Shakti), les terrains des chemins de fer peuvent désormais être loués jusqu'à 35 ans, les droits de licence associés ont été réduits

Le Cabinet de l'Union a autorisé mercredi la location de terrains ferroviaires pour une durée maximale de 35 ans. Par conséquent, sont réduits les droits de licence annuels de 1,5 % de la valeur marchande pour la première année, contre 6 % actuellement. Ces révisions s'effectuent dans le cadre d'une réforme de la politique foncière des chemins de fer qui vise à faciliter les projets liés au programme PM Gati Shakti.

Cette mesure devrait contribuer à la création de 300 terminaux de fret et générer 125 000 emplois. Les terrains ferroviaires étaient auparavant loués pour cinq ans seulement. Désormais, les terrains peuvent être loués jusqu'à 35 ans. Cela permettra de développer des structures plus durables dans le temps sur les terrains loués. La redevance foncière augmentera de 6 % par an, contre 7 % actuellement.

L'expansion du réseau autoroutier indien se poursuit à un rythme record et permettra à terme d'abaisser significativement les coûts logistiques

Le projet "Bharatmala", du gouvernement central, contribue à la construction d'un solide réseau de routes, d'autoroutes et de voies rapides. En parallèle, le gouvernement prévoit

également de construire au moins 26 voies rapides additionnelles et dites « vertes » d'ici 2025.

Par état de fait, 60 % du transport de fret en Inde se fait par le biais du réseau routier et autoroutier. L'amélioration de la mobilité offerte par l'expansion du réseau d'autoroutes et de voies rapides devrait être le fer de lance du changement et contribuer à réduire les coûts logistiques à 10 % du PIB, contre 16 à 18 % actuellement.

Le rapport indique, en outre, que l'Inde est en passe de construire davantage d'autoroutes nationales au cours de la décennie en cours qu'elle n'en a construit cumulativement entre 1950 et 2015.

Selon les projections actuelles, le secteur de la construction d'autoroutes enregistrera une croissance considérable de 133 % d'ici 2025, croissance la plus élevée au monde. L'Inde vise un objectif de 60 km de construction par jour et construit déjà à un rythme de 30 km de routes par jour.

Environnement

Un million d'emplois sont nécessaires pour gérer la qualité de l'air en Inde, selon le rapport d'iFOREST

Au cours des cinq prochaines années, l'Inde devra former au moins un million de personnes à la gestion de la qualité de l'air, pour occuper notamment les milliers d'emplois à créer dans les secteurs public et privé, selon un rapport publié mercredi par le think-tank International Forum for Environment, Sustainability and Technology (iFOREST). Le rapport a été publié à l'occasion de la troisième Journée internationale de l'air pur pour un ciel bleu, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), en collaboration avec le Natural Resources Defense Council (NRDC).

Le rapport a cartographié le secteur de la gestion de la qualité de l'air en y identifiant les agences gouvernementales, les organisations et les industries pertinentes. Cela constitue un premier exercice de cartographie de ce secteur

fortement lié aux enjeux environnementaux de l'Inde.

Grâce à des enquêtes de terrain, le rapport a révélé l'existence d'au moins 280 000 organisations ayant besoin de personnel supplémentaire pour la gestion de la qualité de l'air. Pour autant, il n'existe pas de programmes de renforcement de capacités structurés en réponse à ces enjeux.

Népal

Prise de bénéfices sur la bourse du Népal

La Nepal Stock Exchange (Nepse) a fait l'objet de prises de bénéfices lors de la première semaine de septembre avec une perte de 2,57 % de l'indice. L'incertitude régnante sur les marchés financiers accompagnée d'un resserrement de la liquidité influence négativement la confiance des investisseurs. Malgré ce constat pessimiste, the Securities Board of Nepal (SEBON) travaille à l'amélioration des marchés financiers népalais, notamment l'augmentation de la présence des courtiers. Cela vise à accroître les revenus de trading pour compte propre ainsi que les recettes fiscales tirées des marchés financiers.

De plus, les transferts de migrants ont considérablement augmenté ces derniers mois, facteur qui participe en lui-même à l'amélioration des réserves, donc des liquidités, du change et des taux d'intérêt.

L'enclenchement du projet de centrale hydroélectrique à Budhi Gandaki se confirme

Le gouvernement népalais est sur le point d'enclencher les débuts du plus important projet d'infrastructure hydroélectrique à Budhi Gandaki estimé en 2010 à 2,6 Mds USD (montant sujet à amendement avec l'inflation actuelle), d'une capacité de 1200 MW et d'une hauteur de 265 mètres. Les travaux prendraient une dizaine d'années avant d'être achevés. Le projet étant en discussion depuis plus de trente ans, le gouvernement népalais a récemment pris l'initiative, sous la tutelle du Ministère de l'énergie et des ressources en eau, de créer une

entreprise à responsabilité limitée, Hydropower Public Limited Company, afin de conserver la maîtrise de la construction du barrage, l'Etat népalais étant principal actionnaire. Pour rappel, en 2017, le gouvernement népalais avait annulé le contrat signé avec The China Gezhouba Group Company pour la construction du projet. Il s'était ensuite réengagé auprès de la Chine, avec un changement de gouvernement, pour se désister de nouveau ultérieurement. La décision finale adoptée fut la construction du barrage par le biais d'une entreprise népalaise créée explicitement pour le projet et par le gouvernement.

Le projet endossera de multiples rôles que l'entreprise est chargée d'assurer, notamment la production, la transmission, la vente d'électricité à travers le réseau national, l'accessibilité à l'eau pour l'irrigation, la conduite de programme de pêche ainsi que la promotion du tourisme. Les risques environnementaux et sociaux ne sont pas à négliger avec le déplacement de 3 500 ménages des villages avoisinants.

Le Népal souhaite déclarer l'urgence climatique

Le ministre népalais de la forêt et de l'environnement a annoncé à l'occasion de l'évènement CACN (Climate Action Champions Network), tenu sur deux jours début septembre, que le Népal était sur le point de déclarer l'état d'urgence climatique face à la vulnérabilité du pays aux aléas climatiques. Le ministre met en exergue un défaut des pays développés à réduire suffisamment leurs émissions de carbone. Le directeur du centre de l'ICIMOD (International Centre for Integrated Mountain Development), le Dr Pema Gyamtsho, alerte sur la fragilité de la zone himalayenne, et cite l'exemple pakistanais comme un signe avant-coureur de ce qui attend toute la région.

Il souligne le besoin de repenser les investissements d'infrastructures, notamment hydrauliques, sur des modèles plus modestes car le Népal doit faire face à des risques importants résultant de la fonte des glaciers. Pour rappel, cette trajectoire semble s'inscrire à l'encontre des choix du gouvernement, comme le traduit le projet hydroélectrique massif, énoncé ci-dessus, à Bhudi Gandaki.

Pakistan

Vers une évaluation des dommages par le PNUD, la Banque mondiale, l'UE et la BASD

Le Premier ministre a confié à la Division des affaires économiques (EAD) une mission d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) en constituant un groupe de travail composé du PNUD, de la Banque mondiale et de l'UE. Le gouvernement a également demandé à la BASD de participer également à la Task Force d'évaluation des dommages.

Inondations : priorités de la reconstruction

Selon la Ministre du changement climatique, Mme Sherry Rehman, qui s'est exprimée cette semaine à une conférence concernant la reconstruction, le premier objectif auquel le pays fait face est d'assécher les zones humides afin de stopper, avant l'hiver, le développement des maladies (risques de dengue, choléra, paludisme).

Le deuxième objectif consiste à reconstruire en urgence d'ici les mois d'avril-mai 2023 l'essentiel des barrages et des canaux qui ont été détruits pendant les inondations de cet été, afin d'anticiper la prochaine saison des moussons.

Le troisième objectif consiste à reconstruire 2 millions de bâtiments détruits ou endommagés (l'USAID estime pour sa part que 1,7 million d'immeubles sont concernés) pour un montant de 4,5 Mds USD, reconstruction des bâtiments qui pourrait s'étaler sur deux à trois ans.

L'aide portée aux victimes des inondations pourrait avoir des effets indésirables en matière de sécurité financière

Les premières aides aux victimes des inondations pourraient être une aubaine pour certains groupe islamistes comme le groupe Lashkar-e-Taiba (LeT) qui aurait été vu selon le South Asia Press, en train de collecter des dons et de fournir des secours aux populations.

En parallèle, Transparency International Pakistan (TI-P) appelle le Premier ministre à veiller au risque de détournement de l'aide d'urgence. TI-P recommande la mise en place d'un système

national de suivi, l'établissement de procédures de réclamation et la réalisation d'audits internes et externes des programmes de dons. TI-P appelle aussi à ce que les communautés affectées (y compris les femmes et les groupes sociaux vulnérables et marginalisés) soient plus impliquées dans les décisions relatives au processus de secours et de reconstruction.

Le gouvernement du Sind demande à la Banque mondiale de réaffecter 92 M USD de fonds (correspondant à 5 projets décidés en CA de la banque) vers de l'aide d'urgence

Les fonds avaient été initialement alloués (i) au projet de réorganisation du Conseil de l'eau et des égouts de Karachi, (ii) au projet de ville compétitive et habitable de Karachi (projet « CLICK »), (iii) au projet concernant le développement de l'agriculture dans le Sind, (iv) au projet de refonte de l'Agence de l'eau et des égouts de Karachi (KWSB) et (v) au projet SELECT (pré-scolarisation des enfants de milieux défavorisés dans le Sind).

Selon la presse, le Directeur-pays aurait accepté la réallocation des fonds des trois premiers projets mentionnés ci-dessus pour un montant de 57 M USD (la demande du Sind portant sur 92 M USD) vers l'Autorité provinciale de gestion des catastrophes (« PDMA »). Selon le gouvernement du Sind, 25 M USD (sur 57 M USD) seront réaffectés à la réhabilitation des logements des victimes des inondations. Le chef du gouvernement du Sind a également demandé à la Banque Mondiale un prêt *ad hoc* de 1 Md USD visant à réhabiliter le réseau d'irrigation et de drainage de la province.

Des baisses de traitements des fonctionnaires sont mises en place pour faire face aux dépenses supplémentaires par rapport à la Loi de Finances

Afin de faire face sur le plan budgétaire aux premières dépenses d'urgence, l'Etat fédéral et la province du Sind ont baissé les salaires des fonctionnaires pour le mois d'août, d'un montant correspondant à 4-5 jours de travail dans la province du Sind et de 12% à 15% de moins pour les fonctionnaires fédéraux.

Demandes du patronat pakistanais concernant (i) la restructuration de la dette en Club de Paris ; (ii) la suspension des factures d'électricité et (iii) la réouverture des échanges commerciaux avec l'Inde pour faire face à la pénurie de coton

M. Irfan Iqbal Sheikh, Président de la FPCCI, a demandé (i) une restructuration de la dette pakistanaise en Club de Paris pour que le Pakistan puisse se consacrer entièrement aux effets économiques des inondations ; (ii) une suspension des factures d'électricité pendant trois mois pour les industriels. Par ailleurs, l'association des exportateurs textile demande la réouverture des importations de coton indien alors que la récolte de coton pakistanaise serait cette année inférieure d'au moins 25 % à celle de 2021 du fait de la mousson catastrophique.

Dans une conférence de presse cette semaine, le ministre des Finances indique que (i) la restructuration de la dette pakistanaise en Club de Paris n'est pas à l'ordre du jour ; (ii) qu'il va étudier non pas la suspension des factures d'électricité, mais leur report et (iii) qu'il va porter la demande de réouverture des frontières aux importations de coton auprès du Premier ministre.

Par ailleurs le ministre a démenti les rumeurs concernant un prêt additionnel du FMI à hauteur de 2,57 Mds USD au cours de l'exercice fiscal 2022/2023.

Nouvelle dégradation du taux de change PKR/USD et *spread* de 11 PKR entre le marché interbancaire et le marché libre

S'inscrivant à 223,31 PKR pour 1 USD, la PKR est revenue sur le marché interbancaire à des niveaux inférieurs à la situation qui prévalait la veille du versement par le Conseil d'Administration du FMI intervenu le 29 août dernier (1 USD = 222,23 PKR). L'accord du Conseil d'Administration avait entraîné une augmentation de la PKR qui était cotée à 219 PKR pour 1 USD le 1^{er} septembre.

Le *spread* entre le marché interbancaire et le marché libre qui s'établit à +11 PKR pour 1 USD revient dans la même zone que la veille de l'accord du Conseil d'Administration (+9PKR) après être retombé à +3PKR le 1^{er} septembre

 Sri Lanka**Déficit commercial limité en juillet, à 123 M USD**

Après un excédent commercial exceptionnel en juin (23 M USD), Sri Lanka retrouve un déficit commercial limité en juillet, s'élevant à 123 M USD (contre 606 M USD sur le mois correspondant en 2021). Les exportations se maintiennent à un niveau élevé (1,2 Md USD, +5,4 % en g.a.), mais enregistrent un volume inférieur aux exportations de juillet 2020 et 2021. En parallèle, les importations poursuivent leur chute (1,3 Md USD, -24,8 % en g.a.), toutes catégories confondues (biens de consommation, biens intermédiaires hors carburants, biens d'investissement), et ce, malgré une valeur unitaire accrue par rapport à 2020 et 2021.

Sur sept mois, les exportations atteignent 7,7 Mds USD (+12,9 % en g.a.), les importations 11,3 Mds USD (-3,5 %) et le déficit commercial 3,6 Mds USD (4,9 Mds USD en 2021). La réduction du déficit commercial conjugué au financement d'une partie des importations par les partenaires multilatéraux et bilatéraux ne suffisent pas à inverser la tendance à la réduction des réserves officielles, qui se maintiennent à 1,8 Md USD fin juillet, puis reviennent à 1,7 Md USD fin août (un peu plus d'un mois d'importation de marchandises) – un chiffre qui comprend le *swap* chinois de 1,5 Md USD dont l'utilisation est assortie à des conditions non remplies par Sri Lanka.

Pas de hausse des transferts de devises en juillet, stables par rapport à juin

Les transferts de devises atteignent 279 M USD sur le mois de juillet 2022 (contre 453 M USD en juillet 2021), au même niveau qu'en juin (274 M USD). Sur les sept premiers mois de l'année, les transferts atteignent 1,9 Md USD (3,8 Mds USD sur la période correspondante en 2021). Les départs enregistrés de travailleurs pour l'étranger se poursuivent à un rythme élevé de l'ordre de 22 821 personnes en juillet (contre 37 041 sur le même mois de l'année précédente), et 163 522 personnes sur les sept premiers mois

de l'année calendaire (contre 117 952 sur la période sous revue en 2021).

Le chiffre de 500 000 touristes atteint, pas de reprise sensible pendant l'été

Les entrées touristiques à Sri Lanka ont dépassé le demi-million le 4 septembre 2022. Sur les huit premiers mois de l'année, les arrivées progressent ainsi de 194 % en g.a. par rapport à 2021 (496 430 versus 24 377) grâce à un effet de rattrape du à la pandémie. Les touristes sont principalement originaires de l'Inde (16,1 %), suivie du Royaume-Uni (13,2 %), de la Russie (10,0 %), de l'Allemagne (8,1 %) et de la France (5,7 %).

Les entrées touristiques sont, malgré tout, atones depuis le T2 2022, suite aux manifestations à Sri Lanka et aux notices déconseillant les voyages non-essentiels adoptées par plusieurs pays d'origine des touristes, qui ont mis un coup d'arrêt à la reprise touristique. Sur huit mois, elles sont 69% inférieures en g.a. à celles de 2018 (1,6 M d'entrées), année record. Le mois d'août a ainsi vu arriver 37 760 touristes (-81,5 % par rapport à 2018), après 47 293 en juillet (-78,3 % par rapport à 2018). Les recettes touristiques jusqu'en juillet atteignent 825 M USD (contre 50 M USD en 2021, et 2,6 Mds USD en 2018).

Les autorités maintiennent l'objectif d'un million d'entrées en 2022, en comptant sur une reprise durant la haute saison hivernale grâce à l'assouplissement des conseils aux voyageurs à destination de Sri Lanka déjà décidé par plus d'une dizaine de pays (Royaume-Uni, Suisse, France, Australie, Danemark, Norvège, Suède, Pays-Bas, Belgique, Canada et Nouvelle-Zélande) consécutivement à la stabilisation de la situation politique et sécuritaire dans le pays. Le Président Ranil Wickremesinghe a par ailleurs fixé l'objectif de 2,5 M d'entrées par an dès 2023 au cours de son discours de présentation du budget révisé pour 2022.

Prêt de 200 M USD de la Banque asiatique de développement pour la sécurité alimentaire et le soutien aux moyens de subsistance

Le Conseil d'administration de la BAsD a approuvé la réallocation de 200 M USD depuis



plusieurs prêts déjà consentis à Sri Lanka (en sus d'un don de 3 M USD du Japan Fund for Prosperous and Resilient Asia and the Pacific) visant à : (i) prendre le relais de la Banque mondiale pour financer les transferts sociaux au bénéfice des familles pauvres (programme Samurdhi), personnes âgées, personnes en situation de handicap et malades du foie, femmes allaitantes et enfants pendant trois mois *a minima* à partir de septembre ; (ii) développer les moyens de subsistance des populations pauvres et vulnérables (agriculteurs, familles à faible revenu) grâce à des transferts d'argent et de la formation ; (iii) améliorer et numériser les systèmes de protection sociale pour en accroître l'efficacité et la transparence. La mise en œuvre du projet durera jusqu'en février 2024.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international